

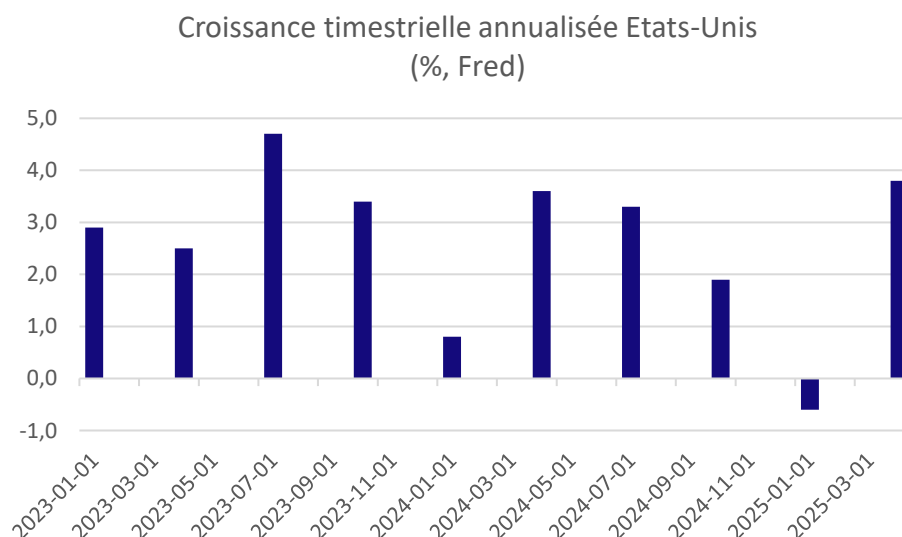
1 an de présidence Trump : un bilan économique globalement négatif

Synthèse

Donald Trump a été élu en novembre 2024 sur un programme économique de rupture, notamment du fait d'une politique protectionniste assumée. Un an plus tard (ou un peu moins puisqu'il n'a réellement pris ses fonctions que début 2025), s'il est encore trop tôt pour tirer des conclusions définitives, le bilan de cette politique semble plutôt négatif : la croissance est faible, l'industrie envoie des signaux au mieux mitigés, le déficit commercial s'est creusé et l'inflation est en légère hausse. À plus long terme, la politique de Donald Trump risque d'avoir des effets clairement négatifs du fait de l'affaiblissement des institutions et des alliances internationales ou des coupes budgétaires dans la recherche.

1. Une croissance poussive

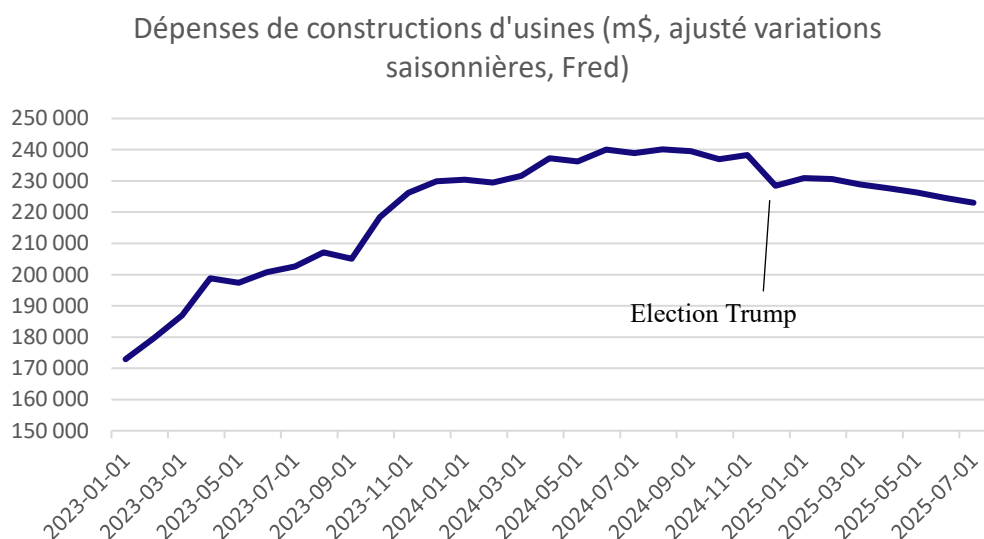
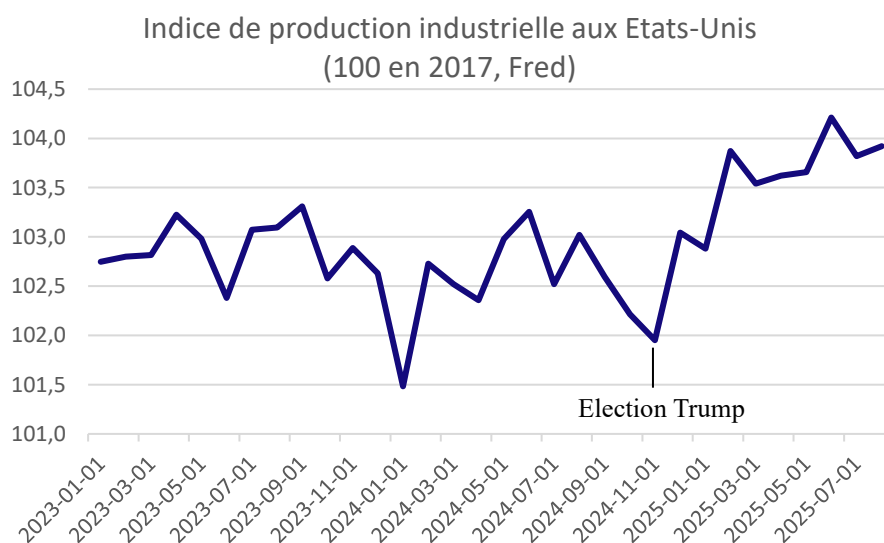
La politique économique a rarement des effets rapides sur la croissance, sauf dans des cas spécifiques comme une politique budgétaire fortement expansionniste. Cependant, la promesse de Donald Trump d'une amélioration rapide de la situation des États-Unis¹ ne s'est pas matérialisée, la forte croissance du deuxième trimestre 2025 (3,8 % en rythme annualisé) faisant suite à une contraction (-0,6 % en rythme annualisé) au premier trimestre.

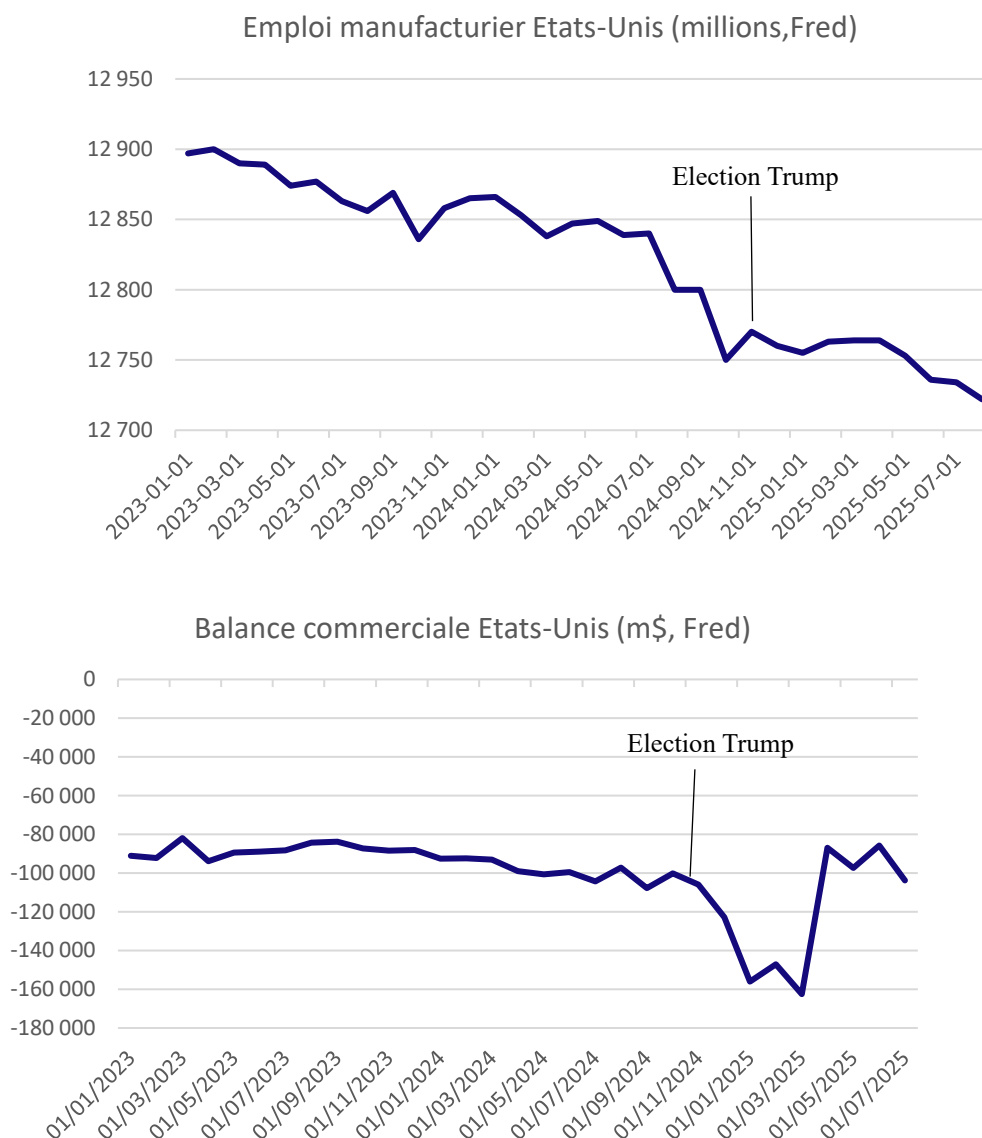


¹ <https://www.whitehouse.gov/remarks/2025/01/the-inaugural-address/>

2. Pas de rebond notable de l'industrie

La guerre commerciale de Donald Trump avait un objectif central : dynamiser l'industrie américaine en renforçant sa compétitivité par rapport aux produits importés, et ce faisant combler le déficit commercial. À ce stade, encore trop précoce pour tirer des conclusions définitives, le bilan de cette guerre commerciale semble plutôt négatif. La production industrielle américaine est certes en légère hausse depuis la fin 2024, mais les autres indicateurs envoient tous des signaux négatifs : l'investissement industriel est en légère baisse après avoir explosé sous le mandat de Joe Biden (IRA et Chips act notamment), le nombre d'emplois industriels diminue et le déficit commercial s'est creusé de près d'un quart entre les sept premiers mois de 2024 et les sept premiers mois de 2025.

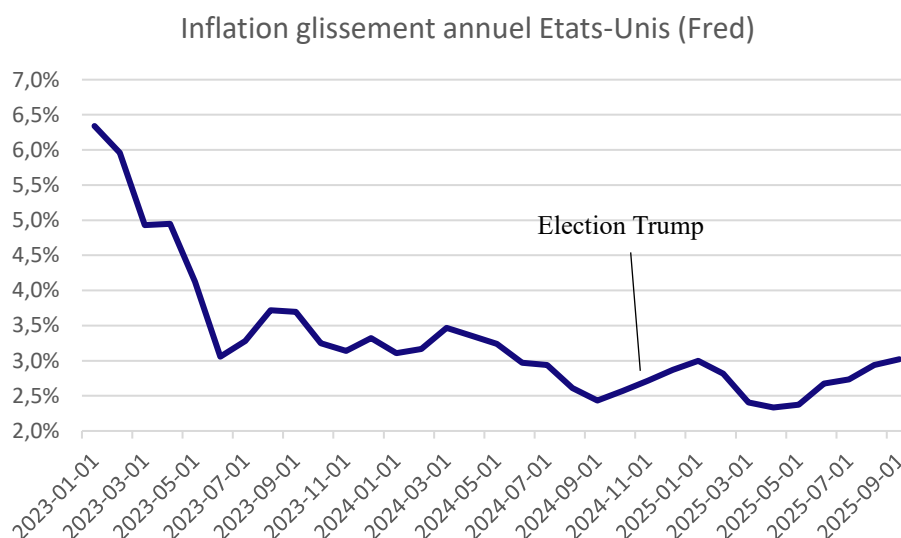
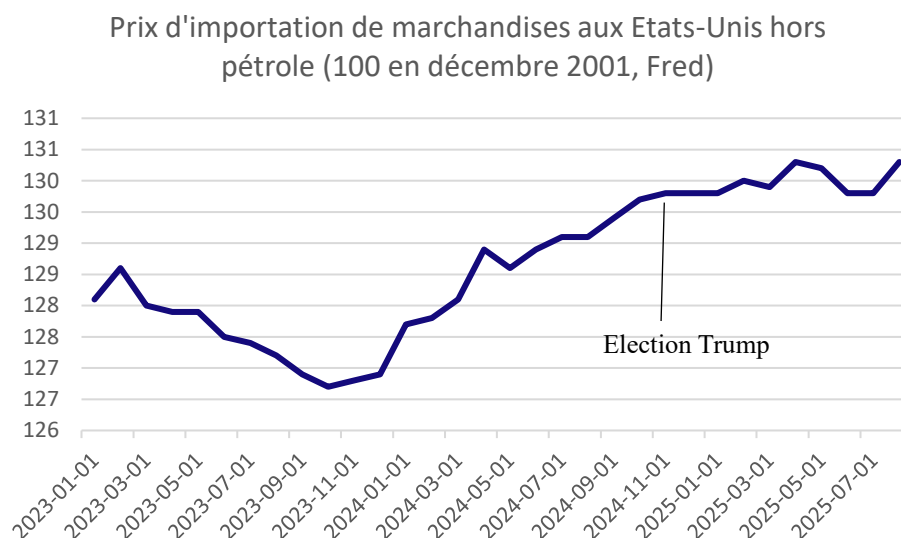




3. Une inflation pour l'instant modérée

Le programme économique de Donald Trump comportait une contradiction de taille : augmenter fortement les droits de douane tout en promettant de juguler l'inflation. Son argument se basait sur l'idée que les autres pays baisseraient leurs prix pour continuer à vendre aux États-Unis, et ainsi que le reste du monde supporterait le coût des droits de douane, évitant toute hausse de l'inflation aux États-Unis. Ce n'est cependant pas ce qui s'est produit, puisque le prix des importations de marchandises aux États-Unis a connu une légère progression. Les droits de douane sont donc bien une taxe payée par des agents économiques américains, que ce soient des ménages ou des entreprises.

L'inflation américaine a, pour l'instant, faiblement augmenté, pour s'établir à 3 % en glissement annuel en septembre. Il semble donc que, à ce stade, les droits de douane sont surtout supportés par les entreprises américaines, qui ne les ont pas pleinement répercutés dans leurs prix de vente. Cette situation est probablement temporaire, puisque les entreprises évitent les hausses trop brutales de prix, ce qui laisse penser que l'inflation devrait s'accroître aux États-Unis fin 2025 et en 2026.



4. Une croissance de long terme pénalisée

La politique de Donald Trump est surtout problématique concernant les perspectives de long terme de la croissance américaine. Les attaques contre les institutions, l'affaiblissement des alliances américaines, le gonflement de bulles spéculatives ou la baisse du financement de la recherche devraient assombrir les perspectives économiques des États-Unis.

- Donald Trump a multiplié les attaques contre la Réserve Fédérale, les instituts statistiques, les médias, les universités... Or, des institutions indépendantes et compétentes sont la clé pour la prospérité future d'un pays, comme l'ont notamment montré les travaux de Daron Acemoglu, Simon Johnson et James Robinson. Des statistiques publiques critiquées, donc moins fiables, ou une banque centrale soumise aux foudres du président réduiront la confiance dans le pays, décourageant les investisseurs et pouvant à terme conduire à un affaiblissement du dollar.

- La politique brutale de Donald Trump, y compris vis-à-vis de ses propres alliés (ou supposés tels), peut avoir des conséquences économiques. Des droits de douane élevés et erratiques, des tentatives de chantage, l'imprévisibilité des alliances... risquent de décourager les autres pays d'investir et de nouer des partenariats avec les États-Unis. Tout accord commercial, de recherche, universitaire, militaire... conclu avec Donald Trump peut être remis en cause à tout moment, ce qui poussera le reste du monde à réduire ses relations avec les États-Unis.
- Donald Trump s'est montré un ardent défenseur des crypto-actifs (au prix de nombreux conflits d'intérêts ou délits d'initiés) sans se soucier des risques potentiels en cas de retournement des cours d'actifs par nature très volatils et à la valeur fondamentale hautement incertaine. La dérégulation du secteur de cryptos et leur intégration croissante dans la finance traditionnelle pourrait déboucher sur une crise financière, sans que ce risque – dont la probabilité d'occurrence est impossible à estimer a priori – ne semble considéré par Donald Trump.
- La prospérité des États-Unis est étroitement liée à leur excellence technologique. Or, en diminuant le budget de la recherche², en attaquant l'indépendance des universités et en freinant l'arrivée d'étudiants, de chercheurs ou d'ingénieurs étrangers³, Donald Trump affaiblit l'atout principal de l'économie américaine.

Rédigé le 5 novembre 2025 par Sylvain Bersinger, économiste et fondateur du cabinet Bersingéco
contact@bersingeco.fr

² <https://www.nature.com/articles/d41586-025-03575-7>

³ https://www.lemonde.fr/economie/article/2025/09/24/les-visas-h-1b-a-100-000-dollars-une-attaque-directe-de-l-administration-trump-contre-l-inde_6642790_3234.html